



Conseil économique et social

Distr. générale
10 décembre 2008
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-troisième session

2-13 mars 2009

Point 3 a) i) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » :
réalisation des objectifs stratégiques et mesures
à prendre dans les domaines critiques et nouvelles
mesures et initiatives : partage, dans des conditions
d'égalité, des responsabilités entre les femmes
et les hommes, en particulier des soins dispensés
dans le contexte du VIH/sida**

Déclaration présentée par l'Association mondiale des guides et des éclaireuses, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2009/1.



Déclaration*

L'Association mondiale des guides et des éclareuses considère que les filles doivent être au centre des actions menées pour lutter contre l'inégalité des sexes et pour promouvoir le partage, dans des conditions d'égalité, des responsabilités entre les femmes et les hommes, en particulier des soins dispensés dans le contexte du VIH/sida.

Partage inégal des responsabilités, en particulier des soins dispensés dans le contexte du VIH/sida

Dans toutes les cultures et à tous les niveaux de développement, les stéréotypes sexistes et les normes culturelles font peser sur les femmes une charge disproportionnée en matière de prestations des soins et de travaux domestiques rémunérés. Cependant, le poids de cette charge varie énormément selon la situation géographique.

Les filles qui assument dès leur jeune âge une part disproportionnée des tâches ménagères et de la prestation de soins se heurtent également au manque d'accès à l'éducation qui leur permettrait de travailler à l'extérieur du foyer et d'une façon générale dans la sphère publique.

S'il ne fait pas de doute que donner des soins apporte également des satisfactions, cette activité a un coût énorme pour les filles et les femmes car elle accapare non seulement leur temps et leur énergie, mais elle les prive aussi d'un emploi sûr, limite ou supprime leurs droits aux prestations sociales, s'accompagne d'un risque élevé de tomber dans la pauvreté, et les empêche d'avoir un statut juridique, de s'organiser et de faire entendre leur voix.

On estime que globalement, les filles et les femmes assument jusqu'à 90 % des prestations de soins qu'impose le VIH/sida, pratiquement sans formation et sans appui, et se trouvent confrontées à de multiples sources de difficultés et de discrimination. Souvent les filles aînées prennent totalement en charge les soins du ménage. Elles sont parfois contaminées par le VIH/sida, ce qui accroît leur vulnérabilité face à la discrimination et à la violence.

Vulnérabilité à l'infection par le VIH

Il est de plus en plus clair que la répartition des rôles féminins et masculins et la part disproportionnée des responsabilités qui pèsent sur les femmes sont l'un des facteurs essentiels de la propagation rapide du VIH et que ces facteurs exacerbent l'impact du sida.

Les filles et les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables. Il est de plus en plus manifeste que les violations des droits humains des jeunes filles, en particulier les violences sexuelles commises par les hommes, contribuent directement aux disparités constatées dans les taux d'infection et de mortalité associés au VIH/sida. La pratique qui consiste à avoir des relations sexuelles avec une fille vierge pour « guérir » du sida existe toujours et, trop souvent, les filles ne peuvent éviter des relations sexuelles qu'elles ne désirent pas. Elles sont également vulnérables du fait de leur mariage avec des hommes beaucoup plus âgés.

* La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

La menace de violence et la peur de l'abandon constituent des obstacles considérables pour les femmes qui doivent négocier pour que l'homme utilise un préservatif, discuter avec leurs partenaires de la question de la fidélité ou encore rompre une relation qu'elles considèrent comme risquée.

Les programmes de prévention atteignent moins d'une personne sur cinq du fait des obstacles qui empêchent d'y accéder ou de les utiliser, et qui ont pour cause les mêmes déséquilibres en matière d'égalité des sexes et de pouvoir économique et les mêmes résistances culturelles que celles qui expliquent le risque d'infection par le VIH.

Inégalités sur le marché du travail

Les rôles et stéréotypes féminins et masculins traditionnels définissent souvent de façon étroite la division du travail entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, tant dans la sphère privée que dans la sphère publique. Le modèle de l'homme « soutien de famille » reste très répandu et affecte, par exemple, l'organisation du travail, la hiérarchie des emplois et des niveaux de salaires. Les filles restent particulièrement désavantagées par un processus de définition des rôles qui les prive de possibilités d'emploi. Dans le monde entier, les femmes sont de plus en plus nombreuses à avoir un emploi rémunéré, mais les tâches ménagères et les prestations de soins non rémunérées n'ont guère été redistribuées. Le nombre de ménages dirigés par des femmes est en augmentation et ces ménages courent en général un plus grand risque de tomber dans la pauvreté que les ménages dirigés par les hommes.

Absence d'égalité d'accès à des programmes d'éducation et de formation tenant compte de la problématique hommes-femmes

Héritage de traditions culturelles et de normes sociales qui perpétuent les comportements stéréotypés discriminants à l'égard des femmes et des filles, l'inégalité entre les sexes et la discrimination restent très répandues. Dans de nombreuses régions du monde, on considère encore que l'éducation des filles est un gaspillage de ressources. Même quand les filles fréquentent l'école, les attitudes discriminatoires l'emportent. Les programmes et les politiques scolaires renforcent trop souvent les stéréotypes sexistes et les rôles sociaux traditionnels et trop souvent aussi, les filles sont encore en butte au harcèlement et aux mauvais traitements de la part des enseignants et des élèves.

Absence de moyens d'action politiques et de participation à la prise de décisions

On peut aussi relier les inégalités que l'on constate en matière de partage des responsabilités au pouvoir et à la prise de décisions politiques. Les femmes sont moins nombreuses que les hommes dans les instances représentatives et aux postes de décisions dans la sphère publique. En juin 2008 par exemple, les femmes n'occupaient que 18,4 % des sièges dans les parlements nationaux.

D'une façon générale, les femmes sont plus actives dans les domaines d'activité informels, ou moins formels. Elles sont par exemple engagées dans des organisations de la société civile et des collectivités locales, et au niveau local et régional plutôt qu'au niveau national ou international. Enfin elles sont plutôt membres que présidentes des commissions auquel elles appartiennent.

L'Association mondiale des guides et des éclaireuses invite l'Organisation des Nations Unies, les gouvernements et la société civile à promouvoir l'égalité des sexes en accordant une attention particulière au partage, dans des conditions d'égalité, des responsabilités entre les femmes et les hommes, en particulier des soins dispensés dans le contexte du VIH/sida :

- **Promouvoir l'éducation, notamment extrascolaire, des filles et de l'ensemble de la société de façon à transformer les attitudes, les normes prédominantes et les stéréotypes sexistes**

Garantir l'accès à l'éducation est l'un des instruments les plus efficaces dont nous disposons pour lutter contre les normes et comportements sexistes qui maintiennent un partage inégal des responsabilités entre les femmes et les hommes, et les filles et les garçons. Les normes et les valeurs prédominantes peuvent engendrer des stéréotypes sexistes, mais on peut aussi bâtir des programmes éducatifs pour contester et modifier les stéréotypes sexistes, par exemple dans un cadre extrascolaire fondé sur un système des valeurs communes.

Les programmes d'éducation extrascolaire, fondés sur un système de valeurs, développent chez les filles et les jeunes femmes le leadership et les compétences nécessaires pour lutter contre les inégalités entre les sexes. Ils font appel à l'éducation par l'exemple et par les pairs ainsi qu'à l'apprentissage par la pratique de façon à permettre aux femmes de découvrir tout leur potentiel et de s'engager pleinement dans la société.

- **Promouvoir l'éducation dans le domaine de la santé sexuelle et procréative et de la prévention du VIH/sida**

Il faut tout d'abord intensifier les actions visant à éliminer les inégalités entre les sexes, de façon à offrir aux jeunes femmes un environnement sûr dans lequel elles pourront prendre la responsabilité de leurs décisions en matière de santé procréative. Si l'on veut endiguer la contamination par le VIH/sida, il faut donner aux jeunes accès à des informations complètes, objectives, sexospécifiques et ciblant les jeunes, sur le VIH/sida et sur les méthodes efficaces de protection (tels que les préservatifs) et appuyer les organisations qui dispensent ces informations, en particulier aux jeunes femmes et aux filles.

- **Promouvoir la participation, la visibilité et l'autonomie des filles et des femmes**

L'acquisition de l'autonomie exige une bonne connaissance de soi et des compétences (par exemple dans le domaine de l'analyse, de l'organisation et de la capacité de faire des choix), mais également la confiance en soi, la conviction que l'on a le droit et les moyens de contrôler sa propre existence et d'atteindre ses objectifs.

Des stratégies efficaces de promotion de l'égalité des sexes doivent inclure l'autonomisation sociale, politique et économique des filles, au moyen de programmes d'enseignement et de formation professionnelle les préparant à

assumer leur rôle au sein de leurs familles et de leurs communautés¹. Les programmes scolaires devraient prendre en compte la problématique hommes-femmes, les droits de l'homme et contribuer à l'acquisition de l'autonomie. Encouragées et formées dès leur jeune âge, selon des méthodes et avec un matériel appropriés, par des adultes soucieux des spécificités sexuelles, les petites filles deviendront des femmes autonomes.

• **Aménager les organisations de la société civile de façon à encourager la participation et l'autonomisation des filles**

Pour atteindre l'objectif de l'égalité des sexes, il est indispensable de mobiliser les compétences, les idées et l'énergie de toutes les filles, et en particulier de celles qui appartiennent à des groupes désavantagés. Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel en veillant à ce que les filles aient la possibilité de faire entendre leur voix et à ce que leurs points de vue soient pris en compte dans les débats et dans les décisions, en particulier dans celles qui affectent leurs conditions d'existence.

Face à ces questions, quelle est la réponse de l'Association mondiale des guides et des éclaireuses?

L'Association a pour mission de permettre aux filles et aux jeunes femmes de développer pleinement leur potentiel de citoyennes du monde responsables. Parlant au nom de 10 millions de filles et de jeunes femmes, l'Association, dans ses interventions et dans ses activités de plaidoyer en faveur de l'égalité des sexes, s'efforce avant tout de promouvoir un accès égal des filles et des jeunes femmes à l'éducation, de les aider à acquérir leur autonomie et à combattre le VIH/sida.

- L'Association est convaincue qu'aider les jeunes à acquérir une éducation et leur autonomie, dans un cadre formel ou non formel, en prêtant une attention particulière aux besoins des filles et des jeunes femmes, est un bon moyen de remettre en question les stéréotypes sexistes.
- Pour garantir que les activités de son organisation aident les filles et les jeunes femmes à acquérir leur autonomie, l'Association a adopté des politiques et des programmes destinés aux filles et aux jeunes femmes en matière d'éducation, de prise de décisions, ainsi que des programmes relatifs aux droits humains et aux droits des enfants (Nos droits, nos responsabilités) et à la santé des filles au niveau des communautés de base.
- Le développement du leadership chez les filles et les femmes est au cœur de l'engagement de notre mouvement et de son orientation stratégique. L'Association met actuellement en place le programme de développement du leadership, qui comprend huit modules, chacun dans un domaine qui contribue à la progression personnelle et l'acquisition de compétences.

¹ Lors de sa cinquante et unième session, la Commission de la condition de la femme a clairement mis en lumière le rôle important que doit jouer l'éducation, scolaire et extrascolaire, dans l'élimination de la discrimination à l'encontre des filles. Lors de sa cinquante-deuxième session, la Commission a également relevé la nécessité de renforcer l'éducation ainsi que les services sociaux et les services de santé.

- Le nouveau thème d'action mondial de l'Association « Ensemble, changer notre monde c'est possible » réaffirme l'engagement pris par l'Association de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. À cet effet, l'Association fournira des ressources à ses organisations membres pour qu'elles contribuent à la réalisation de ces objectifs par tous leurs projets, manifestations et activités de plaidoyer en faveur des filles et des jeunes femmes.
- En 2003, l'Association a publié avec d'autres organisations mondiales de jeunes et avec l'UNICEF un document appelant à l'action sur le thème : « Enfants et jeunes : participation aux prises de décisions ». Dans cet appel, elle soulignait qu'il fallait combattre les inégalités dont étaient victimes les filles et les jeunes femmes et qui empêchaient leur participation.
- L'Association a mis au point, en collaboration avec ONUSIDA, un module de formation à la prévention du VIH. Le module a pour objectif de mieux informer les filles et les jeunes femmes en matière de prévention du VIH et de renforcer les capacités de formation de l'Association dans ce domaine en vue de former des filles et des jeunes femmes qui participeront au programme d'éducation par les pairs en matière de prévention du VIH et de réduction de la stigmatisation.
- Les guides et les éclareuses peuvent obtenir le badge sida en menant des activités dans trois domaines : lutte contre la peur, la honte et l'injustice; prévention du VIH par la modification des comportements; et soins et appui aux personnes touchées par le VIH/sida.
- L'Association a publié une brochure intitulée « VIH/sida : combattre l'ignorance et la peur » qui décrit les meilleures pratiques appliquées dans les projets VIH/sida de ses organisations membres en matière d'éducation, de sensibilisation, de soins et d'appui.
